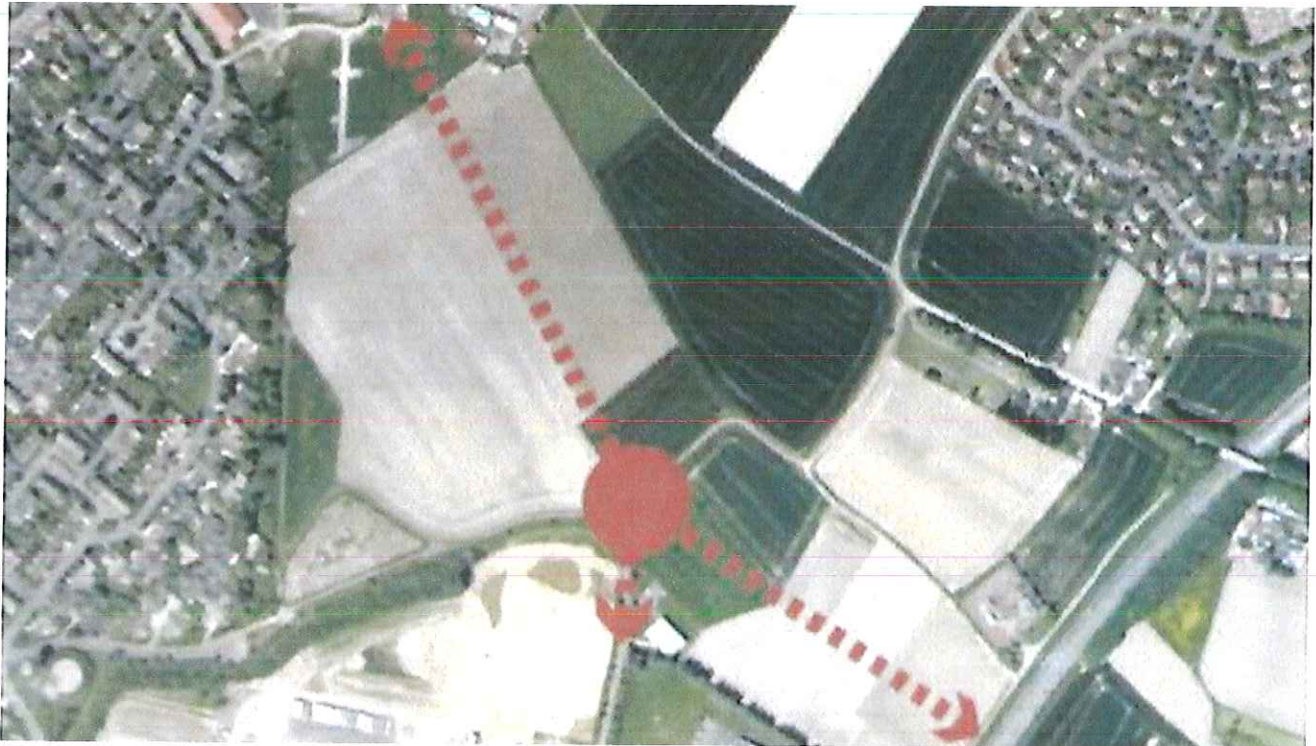


## **Enquête publique unique relative au projet d'aménagement de la liaison RD 700/rue Jules Guesde à Hem**



- ☞ Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP)
- ☞ Dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU)  
de la Métropole Européenne de Lille
- ☞ Dossier d'Enquête Parcellaire

### **☞ Dossier relatif à la création d'un accès sur la route RD 700**

Enquête programmée du 28 avril au 30 mai 2015 par arrêté préfectoral du 20 mars

Conduite par décision du Tribunal Administratif de Lille N° E 15 000 029/59 du 17 février 2015

## **AVIS et CONCLUSIONS motivées du COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

### **Siège de l'enquête : Mairie de HEM**

**Enquête instituée par :**

**Monsieur Jean-Paul HÉMERY, commissaire enquêteur titulaire**  
**Madame Jacqueline HUART, commissaire enquêteur suppléante**



## ▲ Introduction à l'enquête ▲



La présente enquête unique porte sur le projet de création d'une liaison entre la RD 700, route départementale express et la rue Jules Guesde (RD 952), à Hem.

Ce projet est instruit sous la responsabilité de :

**Métropole Européenne de Lille (MEL),**  
Nouvelle dénomination de la Communauté Urbaine de Lille (CUDL)  
**Établissement Public de Coopération Intercommunale, sis :**  
**1 rue du Ballon**  
**59 034 LILLE CEDEX**

Dans le domaine de ses multiples compétences, MEL a celui de l'aménagement du territoire, qui sous entend la planification du territoire.

Lille Métropole affirme l'ambition de repenser la façon dont la ville se développe. Pour «inventer la forme urbaine de l'Euro-métropole du 21ème siècle», il faut «*penser global : l'habitat (vivre), l'économie (travailler) et les transports (se déplacer) devront être planifiés de manière complémentaire et totalement cohérente.*» (Extrait du Programme communautaire Vivre ensemble notre Euro-métropole).

La politique portée par la MEL vise à l'aménagement de zones d'activités durables, en lien avec les axes structurants existants et tournées vers une accessibilité tous modes.

Dans le cadre du projet d'aménagement de la liaison rue Jules Guesde/RD 700, la MEL a déposé quatre (4) dossiers :

- 📁 Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP)
- 📁 Dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Métropole Européenne de Lille
- 📁 Dossier d'Enquête Parcellaire
- 📁 Dossier relatif à la création d'un accès sur la route express RD 700
- 📁

**Dans ce cadre, bien que l'enquête unique concerne quatre (4) projets distincts mais concomitants, les présentes conclusions ne concernent que le dossier relatif à la création d'un accès sur la route départementale RD 700, voie express.**



## **▲ Présentation du projet soumis à l'enquête ▲**

Le projet soumis à l'enquête publique unique consiste créer une liaison entre la route départementale RD 700 (voie express) et la rue Jules Guesde (RD 952), ainsi que l'aménagement d'un giratoire permettant la liaison avec la rue Antoine Pinay. Le projet est intégralement inscrit sur le territoire de la ville de Hem.

La voie projetée sera implantée dans un secteur actuellement dédié à l'agriculture, si elle est autorisée.

La rue Antoine Pinay qui est issue de la Zone d'Activité des Quatre Vents situé au sud-ouest de cette nouvelle route, se termine en impasse au niveau de la plaine agricole.

Le projet, d'une longueur totale d'environ 1 150 mètres, prévoit l'aménagement d'une route à 2x1 voie, bordée de part et d'autre par une piste cyclable et par un trottoir (concernant la section ouest) ou par un cheminement doux mixte piétons et cycles (concernant la section est). Sur la section ouest, la vitesse sera limitée à 30 km/h. Sur la section est, la vitesse sera limitée à 50 km/h. La voie sera raccordée :

- à la rue Jules Guesde, au niveau d'un carrefour surélevé en croix simple,
- à l'avenue Antoine Pinay grâce à un giratoire à 3 branches,
- à la RD 700, grâce à un carrefour de type <sup>1</sup>/4 échangeur.

L'accessibilité à la RD 700 nécessitera des aménagements spécifiques, sous la responsabilité des Services du Conseil Général du Nord, maître d'ouvrage et exploitant de la RD 700.

### **Présentation du site :**

Le site retenu pour la réalisation de la voirie projetée se trouve actuellement dans un secteur dédié à l'agriculture, mais dans lequel la Métropole Européenne de Lille bénéficie de plusieurs emplacements réservés destinés à la réalisation d'une voirie nouvelle.

L'aménagement de ce site relève d'une volonté d'optimisation des flux de personnes et de marchandises (réduction des distances, désengorgement des axes urbains) et d'une recherche d'amélioration de la cohabitation entre activités économiques et zones résidentielles (réduction des nuisances sonores et de la pollution à proximité des secteurs dédiés à l'habitat).

## **▲ Appréciation de l'utilité publique du projet ▲**

Le principe du projet d'aménagement d'une voie de liaison entre la rue Jules Guesde (RD 952) et la RD 700 (voie express) à Hem a été approuvé le 12 avril 2010 par délibération de Conseil Communautaire de Lille Métropole numéro 10 C 0161.

Cette voie doit permettre une meilleure desserte de la ZAC des Quatre Vents et une réduction du trafic poids lourds dans plusieurs voies de la ville de Hem.

Le projet implique la création d'un nouvel accès sur la RD 700, qui possède un statut de route express. Pour autoriser cet accès, un dossier spécifique est nécessaire et il doit être soumis à une enquête publique.

La route départementale RD 700 est également nommée « Voie Express Roubaix Est ».

Les routes express sont des routes ou sections de routes appartenant au domaine public de l'Etat, des départements ou des communes, accessibles seulement en des points aménagés à cet effet, et qui peuvent être interdites à certaines catégories d'usagers et de véhicules.

Le projet comprend notamment la réalisation, en partie dans l'emprise du domaine public départemental, d'une bretelle de sortie et d'une bretelle d'entrée, raccordées à la RD 700.

La MEL réalisera et financera le projet dans sa totalité, et le Département du Nord est associé au projet en tant que co-maître d'ouvrage.

L'article L. 151-4 du Code de la voirie routière, créé par la Loi 89-413 du 22 juin 1989, indique que :



*« L'aménagement de points d'accès nouveaux sur une route express en service et la suppression de points d'accès existants sont décidés ou autorisés par l'Etat, après enquête publique et, s'il y a lieu, après déclaration d'utilité publique, dans les conditions fixées par voie réglementaire ».*

La décision de création d'un point d'accès prévue à l'article L. 151-4 du code de la voirie routière sur une route existante est prise par arrêté préfectoral après enquête publique et avis des départements et des communes intéressés.

Cette décision est indispensable pour concrétiser du projet présenté par la MEL.

## ▲ Conclusions ▲

### A l'issue d'une enquête unique ayant duré trente trois (33) jours :

- Vu l'enquête qui a été ouverte et organisée par arrêté préfectoral du 20 mars 2015, signé par Monsieur Gilles BARSACQ, secrétaire général de la Préfecture du Nord, par délégation de Monsieur le Préfet du Nord.
- vu le code de l'environnement ;
- vu le code de la voirie routière, en particulier son article L. 151-4 ;
- vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et les dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionnée à l'article R 123-11 du Code de l'Environnement ;
- vu le plan local d'urbanisme communautaire ;
- vu la délibération n° 10 C 0161 du 12 avril 2010 par laquelle le conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) approuve la création d'une voie nouvelle de liaison entre la rue Jules Guesde et la RD700, et autorise sa présidente à signer la convention avec le conseil général du Nord, à procéder aux acquisitions nécessaires à la réalisation du projet et à solliciter la déclaration d'utilité publique ;
- vu la délibération n°14 C 0890 du 19 décembre 2014 par laquelle le conseil de LMCU tire le bilan de la concertation préalable relative à création d'une voie nouvelle de liaison entre la rue Jules Guesde et la RD 700 à Hem et décide d'engager la phase d'enquête publique unique ;
- vu la délibération n°DVD-PGP/2014/1200 par laquelle la commission permanente du Conseil Général autorise Lille Métropole Communauté Urbaine à mener les études jusqu'à la phase « projet » et les procédures réglementaires au nom du Département (enquêtes publiques) pour la création d'un nouveau point d'accès à la RD700 ;
- vu le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre le Conseil Général du Département du Nord et la Métropole Européenne de Lille ;
- vu la décision de non soumission à la réalisation d'une étude d'impact du projet, en date du 6 juin 2013 ;
- vu le dossier d'enquête unique constitué en application de l'article R. 123-8 du code de l'environnement ;
- vu l'avis favorable délibéré du Conseil Municipal de la ville de Hem du 23 avril 2015 ;
- vu la décision n° E15000029/59 du 17 février 2015 par laquelle la Madame présidente du tribunal administratif de Lille décide de nommer les commissaires enquêteurs pour conduire l'enquête :
  - Monsieur Jean-Paul HÉMERY, commissaire enquêteur titulaire ;
  - Madame Jacqueline HUART, commissaire enquêteur suppléante.
- vu le déroulement de l'enquête qui s'est tenue du 28 avril au 30 mai 2015 ;
- vu les visites et investigations du commissaire enquêteur ;



- vu les observations du public collectées au cours de l'enquête, du commissaire enquêteur et des réponses de Métropole Européennes de Lille ;

### **Le commissaire enquêteur :**

Considérant que le déroulement de l'enquête a été réalisé dans les conditions prescrites par l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la publicité réglementaire a été respectée, tant pour les insertions dans les délais requis dans deux journaux différents diffusés dans le département du Nord et par voie d'affiches, constatés par les membres de la commission d'enquête :

- sur le terrain, aux abords de la liaison projetée ;
- en mairie des Hem ;
- au bureau d'accueil du Conseil Général du Nord et au siège de la MEL.

Constatant que l'avis d'enquête a également été publié sur les sites internet de la Préfecture du Nord et de MEL ;

Considérant que les documents contenus dans les dossiers soumis à l'enquête publique ont permis aux populations de disposer d'une information complète et détaillée sur le projet de création de la voirie routière entre la RD 700 et la rue Jules Guesde à HEM ;

Considérant que les conditions de mise à disposition des dossiers d'enquête ont permis au public d'en prendre connaissance, aux jours et heures d'ouvertures normales d'ouverture des bureaux de la mairie de Hem ;

Constatant que le public pouvait s'exprimer par écrit, en se déplaçant dans la mairie de Hem ou sans déplacement en s'exprimant sur un site internet, dédié à l'enquête, au siège de la Préfecture du Nord ;

Considérant que des publicités extra légales de l'annonce de l'enquête ont complété les publicités réglementaires ;

Considérant que les représentants de MEL ont répondu, sans restrictions aux questions qui leur ont été soumises ;

Considérant que le projet de la liaison routière apparaît comme compatible avec les documents de planification et de programmation ;

Considérant que le projet de la liaison routière amènera une amélioration du cadre de vie des habitants de la ville de Hem actuellement impactés par des trafics routiers de toutes natures générés par les zones d'activité, en particulier la ZAC des Quatre Vents ;

Considérant que sur le plan économique, la création du nouvel équipement permettra le maintien des emplois des activités existantes et autorisera la création d'autres activités, sources de création de nouveaux emplois ;

Considérant que l'accessibilité à la RD 700, indépendamment de la ZAC, permettra aux populations locales d'accéder plus facilement aux secteurs de la MEL ;

Considérant que le projet de la liaison routière sécurisera la ZAC des Quatre Vents en assurant une seconde sortie principale de ce secteur, actuellement bloqué par une voie en impasse ;

Considérant que le Conseil Général du Nord, maître d'ouvrage et exploitant de la voie express RD 700 est associé à la réalisation du projet, et que le projet de convention présenté au dossier contractualise son engagements dans la réalisation du projet ;

Considérant, surtout, que seule l'autorisation préfectorale autorisant l'accès à la RD 700, tel qu'il est proposé au dossier, permettra la concrétisation des considérants précédents.

### **Pour ces motifs :**

**J'émet un avis favorable, au projet relatif à la création d'un accès sur la route**

départementale RD 700 (voie express), présenté par la Métropole Européenne de Lille.

Cet avis est assorti de 2 réserves :

**Réserve :**

**N°1** – Le projet d'accessibilité du projet de liaison entre RD 700 et la rue Jules Guesde à Hem, n'a de sens que si les conditions d'accès à la RD 700 sont validées et contractualisées par le Conseil Général du Nord, maître d'ouvrage et exploitant de cette artère.

Actuellement, un projet de convention a été établi et présenté dans le dossier d'enquête.

L'autorisation du raccordement de la voie projetée à la RD 700 est conditionnée par la signature de la convention fixant les engagements réciproques de la MEL et du Conseil Général du Nord.

**N°2** – Le dossier présente le projet d'accessibilité de la liaison RD 700 / rue Jules Guesde à Hem à la route départementale RD 700.

Conformément à l'article L. 151-4 de la voirie routière, son autorisation est conditionnée par la Déclaration d'Utilité Public du projet de liaison RD 700 / rue Jules Guesde à Hem.

\*\*\*

Lille, le 20 juillet 2015



Monsieur Jean-Paul HÉMERY

Commissaire enquêteur